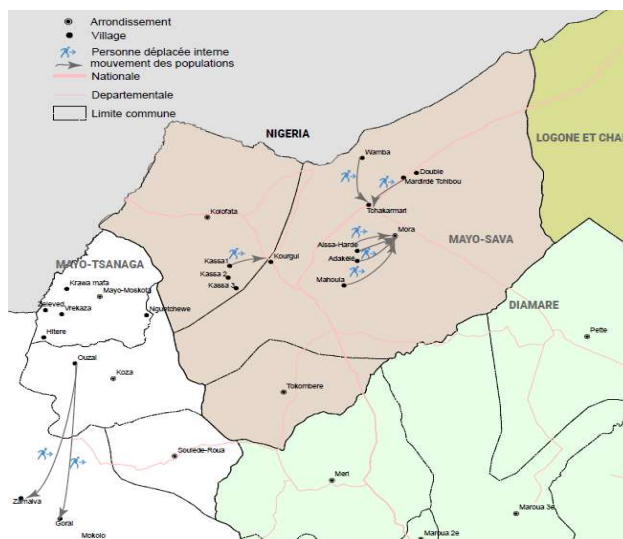


Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1 au 28 février 2021. Le prochain rapport sera publié en avril 2021.

POINTS SAILLANTS

- Plus de 400 000 enfants n'ont pas d'acte de naissance. 34% d'entre eux risquent de ne pas présenter l'examen de fin de cycle primaire pour cette raison.
- 12 111 personnes déplacées internes (PDI) à cause des inondations ont reçu des kits abris d'urgence et literie du Comité international de secours (IRC) dans les arrondissements de Kousseri et de Mora.
- Le processus de rapatriement volontaire de 5 000 réfugiés nigériens est entamé depuis décembre 2020 sur la base de l'accord tripartite entre les Gouvernements du Nigeria et du Cameroun et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).
- Deux véhicules UNHCR utilisés par des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires ont été caillassés par les réfugiés du camp de Minawao dans le département du Mayo-Tsanaga pendant les opérations de retour volontaire.
- 1 139 cas positifs de COVID-19 et 21 décès cumulés dans la région.



Source : OCHA
 Carte de mouvements de populations dans le département du Mayo-Sava de Kassa vers Kourgui, de Aissa Hardé, Adékélé et de Mouhoula et de Wamba et Madiré Tchibou vers Tchakamari, et dans le département du Mayo-Tsanaga, d'Ouzal vers Zamalva et Goraf, entre janvier 2021 et février 2021.
 Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.

<h2>1M</h2> <p>Personnes ciblées</p> <p>Sources :</p> <p><i>Aperçu des besoins humanitaires - juin 2020</i></p>	<h2>322K</h2> <p>Personnes déplacées internes</p> <p>Sources :</p> <p><i>OIM DTM N° 21 - juin 2020</i></p>	<h2>69,9K</h2> <p>Refugiés dans les camps</p> <p>Sources :</p> <p><i>Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR/Gouvernement du Cameroun - février 2021</i></p>	<h2>46,3K</h2> <p>Refugiés hors des camps</p> <p>Source :</p> <p><i>Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR/Gouvernement du Cameroun - février 2021</i></p>	<h2>123K</h2> <p>Personnes retournées</p> <p>Sources :</p> <p><i>OIM DTM N°21 - juin 2020</i></p>
--	---	---	--	--

CONTEXTE HUMANITAIRE

La situation sécuritaire de la région demeure précaire et volatile, principalement dans les départements du Mayo-Sava, Logone et Chari et Mayo-Tsanaga. Une augmentation du nombre d'incursions dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga, plus particulièrement dans les arrondissements de Mora, Kolofata et Mayo-Moskota a été observée en février.

Selon les Forces de sécurité (FDS), le nombre d'incursions au niveau des frontières a baissé grâce aux opérations militaires menées au Nigéria et au redéploiement des forces militaires dans la zone frontalière camerounaise.

525 incidents de protection ont été documentés et analysés en février, une légère augmentation par rapport à janvier 2021 où 523 incidents ont été rapportés. Le Logone et Chari enregistre le plus grand nombre d'incidents, 271 soit 52% suivi du Mayo Sava, 150 soit 29% et du Mayo Tsanaga, 104 incidents soit 20%.

Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations-Unies (UNDSS) a enregistré 42 incidents de sécurité en hausse par rapport à janvier, principalement liés au conflit armé et attaques des groupes armés non étatiques (GANE) dont Logone et Chari 11, Mayo Tsanaga 16 et Mayo Sava 15.

Dans le Mayo-Tsanaga, la situation sécuritaire devient inquiétante pour les acteurs humanitaires intervenant sur les axes Mozogo-Kouyapé-Tokolmari et Mozogo-Moskota-Zélévet-Ashigashia du fait des attaques des GANE perpétrées en journée. Il en est de même pour l'axe Kolofata-Gancé-Amshidé où on enregistre des infiltrations régulières des GANE.

Deux véhicules du HCR utilisés par des ONG partenaires ont été caillassées par les réfugiés du camp des réfugiés de Minawao dans le département du Mayo-Tsanaga pendant la préparation des opérations de retour volontaires organisées conjointement par le Cameroun et le Nigeria.

Au cours de sa tournée de prise de contact le nouveau Préfet du Logone et Chari a visité les réalisations phares des organisations humanitaires dans son département de fonction : 15 étangs piscicoles et espaces maraîchers de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Comité diocésain des activités socio-caritatives (CODAS Caritas) dans la localité de Blangoua et le nouveau bâtiment de la Sous-préfecture de Goulfey réhabilité par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et International Emergency and Development Aid (IEDA Relief). Le Préfet s'est entretenu avec les bénéficiaires des étangs piscicoles de Blangoua dont le représentant a révélé l'importance de ce projet dédié à la consommation communautaire et à la vente.

BESOINS ET REPONSE HUMANITAIRE PAR SECTEUR

Education

Malgré les efforts du Gouvernement avec l'appui de ses partenaires pour l'amélioration des services éducatifs dans le contexte de la COVID-19, le secteur éducation continue de faire face à plusieurs défis tant institutionnels, organisationnels que sur le plan matériel. En effet, les infrastructures scolaires et sanitaires dans plusieurs écoles demeurent un besoin important pour permettre le respect des gestes barrières tels que la distanciation sociale et le lavage des mains. Le matériel de prévention contre la COVID-19 est insuffisant dans les écoles avec comme conséquence le risque élevé de contamination des élèves et enseignants.

29 870

Personnes sensibilisées sur le respect des mesures barrières COVID-19

De plus, un nombre important d'enfants sont déscolarisés et le programme d'éducation accéléré en cours ne permet pas de couvrir tous les besoins. L'insuffisance des enseignants qualifiés dans les écoles primaires et secondaires, des fournitures et matériels scolaires, le faible appui à l'éducation des filles et enfants vivants avec un handicap sont parmi les problèmes clés du secteur.

Afin d'apporter une réponse à ces besoins, IRC a octroyé des kits scolaires à 4 664 enfants dont 2 154 filles dans les villes de Mora, dans le Mayo-Sava, Koza et Mogodé dans le Mayo-Tsanaga. Avec l'appui de UNICEF, 657 enseignants encadrant 104,399 élèves, ont bénéficié d'une formation sur l'appui psychosocial et la réduction des risques des conflits et catastrophes, dans les villes de Mora, Makary, Maroua et Garoua dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord.

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, Plan international a sensibilisé 29 870 individus soit 22 039 femmes sur l'importance du respect des mesures barrières dans les localités de Mokolo, Mogode, Koza, Mora, Koloffata, Makary, Mada, Kousseri, Goulfey et Moskota.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en consortium avec Plan International met en œuvre un programme d'éducation accéléré à Mora qui touche 122 enfants dont 59 filles, 43 PDI et 16 réfugiés. Ce programme comprend également plusieurs activités récréatives à Makary pour 724 enfants parmi lesquels 335 filles et 83 réfugiés. Ce programme d'éducation accélérée à Mora est prévu pour une durée de trois ans soit 19 mois pour la phase pilote en cours et 20 mois pour la deuxième phase dont la proposition a été soumise.

L'insécurité croissante dans plusieurs localités du fait du conflit armé retarde l'acheminement de l'aide dans certaines zones et l'augmentation des cas de COVID-19 ralentit la mise en œuvre de certaines activités.

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, Plan international a sensibilisé 29 870 individus soit 22 039 femmes sur l'importance du respect des mesures barrières dans les localités de Mokolo, Mogode, Koza, Mora, Kolofata, Makary, Mada, Kousseri, Goulfey et Moskota.

Santé

Au 28 février 2021, la région a enregistré 1 139 cas cumulés de COVID-19, 21 décès et 995 guéris, avec un taux de létalité de 1,8%. Plusieurs activités de sensibilisation se poursuivent dans l'objectif de renforcer le respect des mesures barrières.

Médecins Sans Frontières (MSF) s'est retiré de l'appui à l'hôpital régional de Maroua après quatre ans avec un bilan de 8 548 admissions, 14 017 interventions chirurgicales, 8 221 consultations psychologiques et plus de 200 personnes formées. MSF a transféré les activités au Ministère de la Santé Publique lors d'une cérémonie officielle le 3 mars 2021 à l'hôpital régional de Maroua en présence des autorités administratives, communales, sectoriels et acteurs humanitaires.

International Medical Corps (IMC) a réalisé plus de 18 000 consultations curatives prénatales dans les districts de santé de Mada, Kolofata et Mokolo. L'organisation prévoit la poursuite des activités dans les districts de Mada et Kolofata jusqu'au 31 mars 2021 date de fin du projet. Une stratégie de sortie a été présentée et validée au niveau de chaque district de santé d'intervention.

L'ONG ALIMA apporte également une assistance santé nutritionnelle aux réfugiés nigériens du camp de Minawao ainsi qu'aux populations hôtes environnantes tout comme dans les districts de Kolofata au Centre de santé intégré (CSI) de Kerawa, le district de Mada au Centre médical d'arrondissement (CMA) de Blangoua et celui de Darak et l'hôpital de Mokolo où il mène des activités de prise en charge santé-nutritionnelle gratuite aux enfants de 0 à 5 ans, aux femmes enceintes et allaitantes.

Au camp de Minawao, la situation de vulnérabilité santé-nutritionnelle des populations réfugiées demeure persistante tandis qu'au niveau des CMA Blangoua, CMA Darak et CSI de Kerawa on observe une persistance des accouchements à domicile, une faible fréquentation des formations sanitaire par les enfants, les femmes enceintes et allaitantes. IMC a organisé plusieurs séances de sensibilisation de masse sur la fréquentation des formations sanitaire dans ces CSI, y compris sur les risques liés aux accouchements en communauté. L'organisation appui également le système de santé à travers l'appui aux réunions de coordination des districts, l'organisation de la supervision conjointe dans le district et la donation des équipements de protection individuels anti-COVID-19 au district de santé.

Les défis et difficultés rencontrés restent l'insuffisance des tests de diagnostic rapide (TDR) pour la COVID-19 dans les formations sanitaires (FOSA), le faible respect des mesures barrières contre la COVID-19, la discordance des données entre les districts et la Délégation régionale de la santé publique (DRSP), et la situation sécuritaire dans le district de Mada avec annulation de la supervision conjointe au CMA de Darak.

UNICEF a approvisionné la DRSP en intrants nutritionnels pour le programme de prise en charge intégrée des enfants Malnutri Aigue Sévère (PCIMAS). Cette dotation appuiera également la mise en œuvre des activités des partenaires d'exécution de la DRSP que sont ALIMA, Action contre la faim (ACF), Croix-Rouge Française (CRF), IMC et MSF et l'admission de 2 425 cas dont 193 réfugiés et PDI enfants de moins de 5 ans avec MAS.

Nutrition

UNICEF a approvisionné la DRSP en intrants nutritionnels pour le programme de prise en charge intégrée des enfants Malnutri Aigue Sévère (PCIMAS). Cette dotation appuiera également la mise en œuvre des activités des partenaires d'exécution de la DRSP que sont ALIMA, Action contre la faim (ACF), Croix-Rouge Française (CRF), IMC et MSF et l'admission de 2 425 cas dont 193 réfugiés et PDI enfants de moins de 5 ans avec MAS.

UNICEF a approvisionné la DRSP en intrants nutritionnels pour le programme de prise en charge intégrée des enfants Malnutri Aigue Sévère (PCIMAS). Cette dotation appuiera également la mise en œuvre des activités des partenaires d'exécution de la DRSP que sont

1 239

Consultations prénatales réalisées

5 989

Gardiens d'enfants formés sur le dépistage précoce de la malnutrition aigue

ALIMA, Action contre la faim (ACF), Croix-Rouge Française (CRF), IMC et MSF et l'admission de 2 425 cas dont 193 réfugiés et PDI enfants de moins de 5 ans avec MAS.

Grâce au financement apporté à la DRSP dans cinq districts de santé (DS) de Maroua 1, 2, 3, Mada et Makary, des enfants de 0 à 23 mois ont bénéficié de visite de suivi dans 3 064 formations sanitaires, 4 150 parents ont été sensibilisés aux bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), 9 978 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés pour la malnutrition aigüe avec 136 détectés MAS et 563 enfants détectés Malnutris Aigue Modéré (MAM).

UNICEF a également fait don de 6 032 masques lavables, 138 mégaphones et 414 boîtes à images sur l'ANJE en contexte COVID-19 aux quatre districts de santé du Logone et Chari dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), avec le support de son partenaire de mise en œuvre Plan International a assisté 30 930 enfants par le Blanket Supplementary Feeding Programme (BSFP) dans les communes de Kolofata, Mogode, Mokolo, Mada et Makary. 47 397 parents ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques d'ANJE et 25 825 personnes sur les mesures barrières contre la COVID-19. En outre, 246 enfants MAM ont été suivis à travers les foyers de déviance positive dans les communes de Goulfey, Kousseri, Koza, Mora et Moskota.

A travers ses activités de cliniques mobiles dans six aires de santé du Logone et Chari que sont Afade, Maltam, Blaram, Biama, Bodo et Kalakafra y compris l'appui à la PCIMAS, ACF a réalisé la sensibilisation de 375 personnes dont 124 PDI et sept femmes enceintes et allaitantes réfugiées sur les bonnes pratiques d'ANJE, apporté la supplémentation de 106 personnes, femmes enceintes et 83 enfants de moins de 5 ans.

En plus de l'appui à la PCIMAS dans les DS de Fotokol, Mada, Makary et Mokolo, ALIMA a formé 5 989 gardiens d'enfants (PB-Mère) à la mesure du PB (périmètre brachial) en vue du renforcement du dépistage précoce de la malnutrition aigüe au niveau communautaire.

Sécurité alimentaire

Les trois départements qui subissent les effets du conflit armé semblent présenter des risques importants d'insécurité alimentaire au vu des résultats préliminaires du cadre harmonisé qui pourront être confirmés après le processus complet d'analyse.

Les partenaires intervenants dans ce secteur rencontrent plusieurs problèmes sur le plan technique, financier et social. Sur le plan technique, les bénéficiaires ne sont pas formés sur les techniques de lutte contre les ennemis de culture tandis que sur le plan financier, le développement des activités agricoles et non agricoles, l'accès aux semences, l'accès aux produits phytosanitaires adaptés et matériaux de construction etc. sont limités. Les conflits agropastoraux demeurent, ainsi que la nécessité d'améliorer les conditions de travail et la mobilité du personnel de la délégation régionale de l'agriculture et du développement durable de l'Extrême-Nord.

En réponse à ces besoins ACF et Solidarités International ont doté le personnel du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) en équipements de bureau et en moyens de locomotion dans l'objectif de contribuer à améliorer leurs conditions de travail et leur mobilité sur le terrain.

IRC quant-à-lui a appuyé 151 personnes parmi lesquelles 55 femmes dans les localités de Maladi et Fadje à Kousseri dans le Logone et Chari pour l'achat des semences et du matériel agricole.

Concernant l'assistance alimentaire inconditionnelle, 92 701 soit 69 053 réfugiés du camp de Minawao et 23 648 PDI ont bénéficié de l'appui du PAM et de ses partenaires INTERSOS et Public Concern dans les trois départements en crise.

PAM et ses partenaires Education for all (EFA) et Lutheran World Federation (LWF) ont conduit dans le cadre d'un projet devant toucher 32 735 personnes, la Planification Communautaire Participative pour l'assistance alimentaire contre création d'actifs productifs (FFA) dans 20 villages du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari pour l'identification des besoins en création d'actifs.

Bien que des réponses soient apportées, des besoins importants restent à couvrir. Il s'agit des besoins d'appui en produits phytosanitaires adaptés, semences et autres intrants de production, outils d'aménagement des clôtures et de protection des cultures et le renforcement des capacités contre les ennemis des cultures et la médiation pour la résolution consensuelle des conflits agropastoraux.

92 701

Personnes vulnérables
ont reçu une assistance
alimentaire
inconditionnelle

Protection

82% du nombre d'incidents de protection enregistrés sont à l'encontre des hommes qui sont les premiers détenteurs de biens.

UNHCR et INTERSOS ont identifié 320 cas de besoin en documentation civile parmi lesquels 244 nouvelles naissances et 76 relevant du jugement supplétif dont neuf ont déjà été accompagnés soit quatre hommes, trois femmes et un enfant dans le Mayo-Sava.

Plan International a sensibilisée 2 211 personnes, sur la protection de l'enfance, les violences basées sur le genre (VBG) et la COVID-19 par le biais du porte-à-porte, de séances de groupes de discussions et de conférences éducatives et avec la facilitation des structures communautaires de protection de l'enfance dans le Logone et Chari, le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava.

291 parents soit 143 femmes ont également participé à des sensibilisations sur le rôle parental tandis que 276 adolescents dont 95 filles ont participé à des séances d'aptitudes à la vie quotidienne. 479 membres de structures communautaires de protection de l'enfance et bénévoles communautaires ont bénéficié de sessions de renforcement des capacités du mécanisme de protection de l'enfance sur la gestion des cas et la violence sexiste. 32 nouveaux cas impliquant 13 filles y compris un cas d'agression sexuelle ont été recensés et évalués par les membres des structures communautaires de protection de l'enfance et certains cas ont été référés à différents fournisseurs de services de protection de l'enfance. 92 visites des familles pour assurer le suivi des cas de violence sexiste et de protection de l'enfance ont été menées dans le Logone et Chari, Mayo-Tsanaga et Mayo-Sava. Plan International a également soutenu 255 bénéficiaires par des transferts de fonds pour la protection.

Un psychologue et une infirmière spécialisés en santé mentale ont conjointement mené 200 consultations dans le cadre d'activités de santé mentale et de soutien psychosocial. Ces consultations ont permis de définir un protocole de soins pour 207 patients parmi lesquelles huit personnes vivants avec un handicap dans le Mayo-Sava et le Logone et Chari.

Environ 192 garçons et 158 filles dans le Logone et Chari et le Mayo-Sava ont participé aux activités marquant la Journée nationale de la jeunesse qui ont consisté en l'organisation avec des clubs de jeunes et de médias des séances de nettoyage, des conférences éducatives, des matchs de football et des spectacles socio-culturels.

NRC a mené 16 sessions d'informations qui ont touchées 968 personnes et 165 séances d'écoutes et conseils individualisés à l'endroit de 75 femmes et 90 hommes. 35 familles d'accueil ont été identifiées et formées à la gestion des enfants dans le Mayo-Sava et le Logone et Chari tandis que 18 employés de l'immigration ont été formés sur les normes de protection internationale, l'identification des besoins spécifiques et le droit des réfugiés. NRC a également distribué 5 000 masques.

197 cas de logement terre et propriété (LTP) ont été identifiés dans les localités Madina 1, Sagmé, Goulmo dans le Logone et Chari, Assighassia dans le Mayo-Tsanaga et Adakele dans le Mayo-Sava. Les problèmes rencontrés sont principalement liés au logement non convenable, à la sécurité d'occupation, au manque de ressources naturelles, au manque d'espace cultivable et aux difficultés d'accès aux ressources.

Entre autres difficultés, l'accès difficile dans certaines localités du Logone et Chari suite aux récentes attaques de GANE restent préoccupantes. L'appropriation du mécanisme communautaire de protection de l'enfance par le relais communautaire et la coordination des actions avec les autres acteurs humanitaires afin d'apporter une réponse holistique en particulier logement terre et propriété (LTP) demeurent.

Protection de l'enfance

Le besoin de coordonner et de renforcer le système de protection de l'enfance au niveau gouvernemental, d'intensifier les capacités sur la santé mentale et soutien psychologique (MHPSS) pour les enfants et les soignants, d'éduquer aux risques miniers avec un accent sur les engins explosifs improvisés, la coordination de la collecte et la gestion des données et le manque de matériel de sensibilisation sont les défis rencontrés par le secteur. Ces défis ne constituent pas un frein aux activités des membres du secteur qui ne cessent de se déployer dans les trois départements en crise pour assurer la protection de l'enfance.

200

Consultation en santé mentale réalisées

4 793

Enfants et adolescents ont reçu un soutien psychosocial

Children's Life in Rural Area (CLIRA), IMC et Plan International ont identifié 4 437 enfants vulnérables Ils ont reçu un soutien psychosocial en plus des 2 715 anciens cas suivis par l'ONG Action locale pour un développement participatif et autogéré (ALDEPA).

Il convient de noter que 4950 personnes ont également bénéficié du soutien psychosocial offert dans les communautés touchées par les conflits. Les travailleurs sociaux de IMC et Plan International ont identifié 15 enfants non accompagnés et 30 séparés Les enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial et des appuis de base tels que vêtements, chaussures, savon, etc.

En ce qui concerne les activités parentales positives, les travailleurs sociaux de ALDEPA ont sensibilisé 3 208 personnes au cours de 46 séances de formation parentale positive dans le Logone et Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga. Les thèmes de la discussion comprennent l'importance de l'éducation comme outil de protection pour les enfants et l'importance de l'éducation pour les filles.

ALDEPA a organisé 163 sessions de dialogues intergénérationnels/interreligieux avec 4 682 personnes sur la nécessité de déclarer systématiquement la naissance et l'obtention gratuite des actes de naissance pour les enfants nés dans les trois mois suivant la naissance. Plan International, INTERSOS et IRC ont également réalisé 25 sessions de sensibilisation sur l'importance des actes de naissance et touché 6 639 personnes.

En ce qui concerne la prévention des violences sexistes, les travailleurs sociaux d'INTEROS et de Plan International ont mené 15 séances de sensibilisation et touché 5 772 personnes, soit 992 enfants.

Dans l'objectif de renforcer les capacités des acteurs intervenants dans le secteur, la délégation régionale des affaires sociale et UNICEF planifient des formations des fonctionnaires et des travailleurs sociaux de la santé et de la sécurité des enfants sur la gestion des cas dans les prochains mois.

Violences basées sur le genre

Dans le cadre des activités de prévention aux VBG, IMC, IRC, Plan International, Centre de promotion de la femme et de la famille (CPFF), Association des jeunes femmes de Mora (AJEFMO) et association de lutte contre les violences faites aux femmes (ALVF) ont sensibilisé 8 318 personnes sur les mutilations génitales féminines, le mariage précoce, les grossesses non désirées et les violences sexuelles dans le Mayo-Tsanaga, le Logone et Chari, le Mayo-Sava et le Diamaré. Ces sensibilisations contribuent à éradiquer les préjugés et les stéréotypes, et à édifier les femmes, les filles les garçons et les hommes sur leurs droits et les services disponibles pour les survivants. Dans le même sillage IMC a organisé deux sessions de plaidoyers en direction des leaders traditionnels sur la prise en charge des filles en cas de grossesse indésirées et d'agression sexuelle.

En ce qui concerne les activités liées à la réponse aux violences basées sur le genre, UNFPA a organisé un atelier en vue d'assurer la continuité du partage des données VBG inter-organisations sur les cas de VBG dans la région de l'Extrême-Nord.

L'accompagnement juridique des femmes et des filles victimes de VBG n'est pas automatique et constitue un gap important. En février, sur 332 femmes et filles reçues dans les espaces surs dans le Logone et Chari et Mayo-Sava par les partenaires ALVF, IRC, Plan International et IMC, seulement trois cas ont bénéficié d'un accompagnement juridique.

Il est important de relever que les acteurs font face à de nombreuses difficultés au quotidien. En effet il est difficile d'effectuer le suivi des cas des survivantes qui vivent dans les zones éloignées notamment en ce qui concerne le suivi médical des survivantes. MSF relève le référencement tardif des cas après les 72 heures pour les cas de viols. De plus le manque d'appui de premier secours, mais aussi le manque de ressources pour les frais de suivi juridique et médical ajouté à l'insécurité qui règne dans la région ne facilitent pas la réponse du secteur.

Toutefois, la coordination VBG travaille à développer des stratégies de prise en charge à distance des survivantes dans le souci d'apporter une réponse à toutes les survivantes et cela malgré les restrictions liées à la COVID-19. Dans le même ordre d'idée l'appropriation du circuit de référencement par les différents acteurs demeure un défi pour permettre aux survivantes d'avoir accès à une prise en charge holistique de qualité.

332

Femmes et filles reçues dans les espaces surs

NFI/Abris

Le nombre d'acteurs et la réponse apportée dans ce secteur reste insuffisants face aux besoins en kits non-vivres (NFIs) et abris, kits outils communautaires et la réhabilitation des abris détruits pour les PDI et retournées.

Le mécanisme de réponse rapide (RRM) et NRC et IRC ont apporté une réponse d'urgence en kits non alimentaires et en abris à plus de 23 000 personnes vulnérables dans le Mayo Sava et Mayo Tsanaga.

23 285

Personnes ont
bénéficié des kits NFI
et hygiène

CASH

Les réponses apportées par les différentes organisations tel que PAM, INTERSOS, Solidarités International, CODAS Caritas à travers le cash ont permis de couvrir les besoins alimentaires et d'assister les populations vulnérables affectées par la COVID-19, à travers la fourniture des kit COVID-19 et permettre aux populations l'achat de petits ruminants pour l'élevage dans le cadre du relèvement précoce. Ces modalités ont permis aux ménages de satisfaire leurs besoins prioritaires tout en gardant la flexibilité sur le choix des commodités et la manière d'utiliser l'assistance fournie.

PAM à travers son partenaire INTERSOS ont apporté une assistance alimentaire inconditionnelle à 17 576 personnes déplacés internes à Kousseri, Mokolo, Zamay, Mora et Koza tandis que Solidarités International a fait une distribution de cash kit COVID-19 et abris à 1 000 bénéficiaires à Zina centre, Albakai 1 et 2 et Sara Sara dans le Logone et Chari. CODAS Caritas a appuyé en cash 504 individus pour l'achat de petits bétails dans le cadre du relèvement précoce dans 13 villages du Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga.

Relèvement précoce

Malgré les efforts continus des partenaires pour assurer le relèvement précoce des populations vulnérables, plusieurs besoins restent non couverts : l'insuffisance des formations socioprofessionnelles des jeunes et des femmes, l'insuffisance des activités génératrices de revenus, des services sociaux de base, des infrastructures socioéconomiques et administratives et des mutuelles de solidarités.

Le PNUD et ses partenaires ont continué les formations sur l'approche 5S/KAIZEN qui consiste en l'amélioration continue des performances, la formation des groupements et coopératives sur les mutuelles de solidarité, la distribution des kits d'insertion socio-économique, la réalisation des activités de cash for work et la construction et réhabilitation des infrastructures en tenant compte des initiatives de stabilisation.

Coordination

Entre le 2 et le 4 février, OCHA a organisé et facilité la formation sur la gestion de l'information des leads, co-lead sectoriels, points focaux des agences onusiennes, des ONG internationales et nationales à Maroua. 174 personnes soit 50 femmes et 124 hommes ont pris part à ces formations. L'objectif était d'améliorer et faciliter la coordination intra et intersectorielle.

Une réunion de CCCM (Camp Coordination and Camp Management) s'est tenue dans l'arrondissement de Mora en présence du Sous-Préfet, des sectoriels étatiques et des acteurs humanitaires intervenant dans la zone dans l'objectif de coordonner les interventions de partenaires.

MISSIONS D'ÉVALUATION ET AUTRES MISSIONS RÉALISÉES

Quatre évaluations conjointes des besoins ont été menées par le HCR, INTERSOS et le comité mixte dans les localités de Tolkomari, Bouaram, Gaboua Kodjelawo et Mora, couvrant environ 805 personnes.

Le 12 février 2021, HCR INTERSOS et le Comité mixte de protection ont mené une mission conjointe d'évaluation multisectorielle à Gorai et Zamalva dans l'arrondissement de Mokolo sous la coordination de OCHA. Il en est ressorti que 100 ménages ont trouvé refuges dans ces villages et plusieurs besoins prioritaires en termes de sécurité alimentaire, NFI/Abris, santé et WASH ont été identifiés mais la réponse reste insuffisante. Le mécanisme de réponse rapide (RRM) a apporté une réponse en WASH et Abris/NFI mais les besoins en vivres restent non couverts.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Carla Martinez, Cheffe de Bureau, OCHA Cameroun, martinez14@un.org

Felix Ntumba, Chef de Sous Bureau *par intérim* Maroua OCHA, ntumba@un.org

Pour plus d'information, veuillez-vous rendre sur : www.unocha.org/cameroon | reliefweb.int | Humanitarianresponse.info